

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

RIX DE LA BARRONNEMENT:

Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 francs. — Un an, 50 francs.

Paris-Paris: Trois mois, 15 francs. — Six mois, 28 francs. — Un an, 55 francs.

ROUBAIX, LE 6 NOVEMBRE 1886

RÉDACTION & ADMINISTRATION

17, RUE NEUVE, 17
Directeur-Gérant: ALFRED REBOUX
Bureau à Tourcoing, RUE DES POUTRAINS, 42

ABONNEMENTS ET ANNONCES:

ROUBAIX, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.
Paris, chez MM. HAYAS, LAFFITE et C°, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-de-Vieilles, 34

Nuages à l'Orient

Une légende diplomatique, déjà vieille, nous représente l'Europe comme sillonnée par un nombre considérable de ficelles, qui partent d'un centre commun, Berlin...

Qu'il y ait une part de vérité dans cette légende, nul homme de sens ne peut le contester; mais qu'il faille l'accepter dans tous ses détails, et se résigner à toutes ses conséquences, c'est ce qu'aucun homme politique ne saurait admettre aujourd'hui.

Le génie prévoit l'avenir plus qu'il ne le fait: il tire parti des événements plus qu'il ne les dirige. Il y a certainement cinq ou six ans que M. de Bismarck prévoyait la crise bulgare; l'effacement de la Turquie, l'ambition de la Russie, l'inquiétude de l'Autriche et de l'Angleterre, ce sont là des facteurs constants de la politique européenne...

Co qui caractérise l'habileté de M. de Bismarck, c'est moins sa politique étrangère que sa politique intérieure. Presque seul parmi les grands Etats de l'Europe, l'Empire allemand peut agir au dehors sans redouter de complications au dedans.

L'Autriche est paralysée par les tendances contraires de nationalités distinctes; l'Italie, par la question romaine; l'Angleterre, par le problème irlandais; la France, par le menace du radicalisme; la Russie, par le nihilisme.

Quant à l'Allemagne, elle est paralysée par les tendances contraires de nationalités distinctes; l'Italie, par la question romaine; l'Angleterre, par le problème irlandais; la France, par le menace du radicalisme; la Russie, par le nihilisme.

la solidité de l'appareil qu'il a vu briser, et doute de l'habileté de son médecin. Jusqu'ici les hommes politiques seuls mettaient en doute l'efficacité du traité de Berlin: maintenant personne n'y croit plus en Europe.

Quant à l'alliance des trois empereurs, ont sait aujourd'hui qu'elle se limite aux intérêts communs aux trois empires, et que chacun se réserve le droit de définir cette communauté. Triste garantie pour la paix de l'Europe!

NOUVELLES DU JOUR

Le nouveau ministre
Paris, 5 novembre. — Des impressions recueillies dans le monde parlementaire au sujet de la nomination de M. Millaud, il résulte qu'elle n'a satisfait personne...

La nomination de M. Thévenet
Paris, 5 novembre. — La nouvelle de la nomination de M. Thévenet a soulevé de telles objections qu'il n'est pas probable qu'il soit nommé...

Prise de Cao-Bang
Le gouvernement a reçu de M. Paut Bert un télégramme lui annonçant que le général Munier, à la tête d'une colonne mobile, vient de s'emparer de la citadelle de Cao-Bang...

Arrivée de familles princières à Cannes
Cannes, 15 novembre. — Le duc et la duchesse de Chartres sont arrivés à une heure accompagnés des princes Jean et Henri d'Orléans.

Les traitements des sénateurs, députés et des gros fonctionnaires
Paris, 5 novembre. — MM. Le Gamas et Leffevre-Pontalis ont soumis à la Chambre une proposition réduisant d'un tiers le traitement des députés et sénateurs...

La donation de Chantilly
Paris, 5 novembre. — On affirme que M. Goblet, qui avait fait quelques réserves au sujet de la clause d'inaliénabilité, contenue dans l'acte de donation de Chantilly...

La tour Eiffel
Paris, 5 novembre. — La séance de la commission de contrôle de l'Exposition du 10 au 11 ce matin a été presque entièrement consacrée à la question de savoir si on accepterait l'idée de la tour Eiffel et si on voterait la subvention de 1,500,000 fr. sur 4,500,000 fr. qu'elle doit coûter.

Le fils de Don Carlos
L'Uncers dit que l'état de santé de Don Jaime, fils de Don Carlos, a sensiblement empiré.

Par exception, la Chambre a tenu séance hier vendredi, pour la suite de la discussion générale du budget.

La veille, M. Daynaud avait fait la critique de l'ensemble de la loi de finances; hier, M. d'Allières a examiné les expédients à l'aide desquels on compte donner au budget un équilibre apparent.

Ce doit être une bien dure nécessité pour le ministère de manquer à des engagements aussi formels que ceux qu'il avait pris en arrivant au pouvoir, et de proposer des impôts après avoir promis de ne plus surcharger les contribuables.

Mais il a paru impossible à nos gouvernants de faire autrement, bien décidés qu'ils

sonit à ne pas réaliser les économies, qui auraient seules pu diminuer suffisamment nos dépenses. Quels impôts propose-t-on?

L'impôt sur les boissons, c'est-à-dire une taxe anti-démocratique; on veut augmenter les droits de succession, ce qui est atteindre le capital; on veut imposer le revenu, c'est-à-dire exposer chaque citoyen aux taxations arbitraires de ses ennemis.

Tous ces impôts ont de graves inconvénients; le gouvernement devra cependant se résoudre à adopter l'un d'eux, puis qu'il refuse d'examiner les réformes utiles.

M. Andrieux, quoique l'évidence du gaspillage et de l'incapacité de la majorité a détaché de ses anciens amis politiques, a proposé le droit de cinq francs sur les céréales comme un moyen facile d'équilibrer le budget.

De plus, par cette même mesure, nos agriculteurs recevraient enfin la protection qu'ils demandent depuis si longtemps.

Mais cela est à la fois trop simple et trop efficace pour que la Chambre l'adopte.

LA JOURNÉE D'UN TRAVAILLEUR

En sortant de mon lit, j'éprouve le désir de renouveler l'air de ma petite chambre, j'ouvre ma fenêtre et je respire... l'impôt des portes et fenêtres.

A peine habillé, j'allume ma pipe et je fume... l'impôt sur le tabac et les allumettes.

J'empiète mon petit verre et j'avale... l'impôt sur les boissons.

Je vais pour me rendre au travail, le premier pied posé sur le chemin me fait fouler... l'impôt des prestations.

Le patron me dit: — Vite à la besogne; tu sais que je paye un impôt de trois francs par chaque ouvrier, expédie promptement l'ouvrage.

Content du patron et désirant qu'il n'éprouve pas de perte sur moi, j'active mon travail pour finir vite.

Je déjeune, j'ai mangé, je frotte mon pain avec un oignon et un peu de sel, j'exerce mon appétit avec... l'impôt sur le sel.

A midi, je vais diner; la chaise sur laquelle je m'assis est rembourée de... l'impôt mobilier.

Je me sers un verre de bière et je bois... un nouvel impôt sur les boissons.

Je rentre du travail le soir, je profite du reste de la journée pour bêcher un morceau de mon petit jardin, et je cultive... l'impôt foncier.

Ma femme me prévient que le soupier est prêt; nous nous levons et nous allons... l'impôt sur les sucres.

plusieurs fois tous les jours, et croyez qu'il ne me donne pas la prétention de gouverner l'opinion dans les départements où je ne suis pas...

« Vos députés du Nord sont des vaillants et ils n'ont besoin de personne pour connaître et pratiquer hautement leurs devoirs.

« Qui donc a lutté plus énergiquement qu'eux, lors qu'il s'agissait de défendre les sucres français et les céréales françaises contre la concurrence étrangère? »

« Ils ont mis certainement plus de patriotisme que M. Trystram, votre candidat, n'en mettait lorsqu'il présentait au grand public dans le traité avec la Hollande, traité qui fut si funeste aux intérêts de la région du Nord.

« Et si l'on veut également plus de désintéressement que le candidat Trystram, raffineur de pétrole, qui a tout fait pour que les pétroles raffinés soient frappés de gros droits à l'entrée en France, et qui y a réussi.

« De telle sorte que l'ouvrier de Tourcoing et de Roubaix paie son éclairage quatre fois plus cher que son voisin de Belgique.

« Quant à exciter les populations du Nord à une révolution, c'est encore une sottise ou un mensonge. C'est en vain que vous voudriez placer l'élection sur le terrain dynastique.

« Elle n'y est pas, et comme, n'en étant pas, elle ne doit se faire que sur le terrain économique.

« N'ajoutez pas, d'ailleurs, à l'Armement, dans votre département, que je n'attendais une solution que de la légalité, que du suffrage universel!

« Et si la France désire changer de gouvernement, je pense qu'elle n'aura pas l'outrecuidance de vouloir imposer.

« Et j'aurais demandé une révolution parce que j'ai traité le gouvernement de la République, de SALON GOUVERNEMENT.

« La raison que vous donnez, est tout à fait risible. « Quand une chose est sale, mais peut encore servir, on ne la jette pas, on la lave, on la nettoie.

« Et c'est ce que font les électeurs du Nord, en conservant la République faite de mieux, mais en l'obligeant à ne pas les faire mourir de faim, à ne pas porter une main criminelle sur les crucifix et à ne pas nous exposer par des provocations quotidiennes à une guerre avec l'Allemagne.

« Au 4 octobre, les électeurs du Nord ont dit à la République que: « Qu'il voulait la liberté de conscience; « La diminution des impôts; « La protection, mais une protection efficace contre les produits étrangers.

« La fin des expéditions lointaines; « Un frein mis aux revanches socialistes et révolutionnaires.

« Il paraît que la République n'a pas compris, puisqu'elle a continué de plus belle.

« Aux électeurs du Nord d'insister, et l'élection de M. Dervaux n'aura pas d'autre signification que celle qui nous a été faite par le Nord, à la République, de protéger plus soigneusement des intérêts moraux et matériels de la nation! »

« C'est donc pas une révolution que je demande, d'accord avec les conservateurs du Nord, mais une évolution vers le bon sens, la raison, la prospérité du pays et la liberté! »

La propagande politique agit, cependant, moins vivement sur les centres agricoles que sur les centres industriels. Nous ne voyons pas, dans les districts ruraux, des ouvriers agricoles protester comme remède souverain à la crise, le suffrage universel, ainsi que nous l'avons constaté dans les régions houillères.

Au contraire, dans les campagnes belges on sent mieux que dans les cantons ruraux français la liaison de la crise à l'avènement politique des libéraux. Le parti du libre échange y est condamné.

UN DÉMENTI

L'Agence Havas communique aux journaux la note suivante: « Un journal étranger a prétendu que M. le ministre du commerce et de l'industrie ne se préoccupait en rien du centenaire de 1889.

Nous sommes autorisés à déclarer, au contraire, que M. le ministre du commerce a été chargé, de concert avec les ministres de l'instruction publique et des finances, d'étudier la question du monument commémoratif de la Révolution française.

« Le centenaire de 1889 n'a d'ailleurs jamais cessé d'être une des préoccupations de M. le ministre du commerce et de l'industrie.

« Hier encore, on pouvait douter que M. Lockroy eût tenu le langage que lui prêtait le correspondant du Pester Lloyd. Aujourd'hui, après cette communication officielle, le doute s'est dissipé.

« M. Lockroy dément une affirmation qui ne se trouve pas dans la note du Pester Lloyd, et il passe toutes les autres sous silence.

« Il ne dément pas qu'il ait dit: « L'anniversaire du centenaire de la Révolution n'a rien à faire avec l'Exposition. C'est une erreur contre l'usage de deux dates. »

« Il ne dément pas qu'il ait dit: « Les fêtes qui glorifieront le centenaire de notre Révolution auront lieu, la plupart, avant l'ouverture de l'Exposition universelle. Ou bien elle ne seront pas organisées à Paris, mais Valenciennes, où l'Assemblée nationale a siégé; ou bien elles seront organisées dans des quartiers de la capitale très éloignés du centre de l'Exposition. L'organisation de ces fêtes sera complètement indépendante de l'arrangement de l'Exposition, qui n'aura ainsi aucun caractère politique, mais seulement un caractère industriel et commercial. »

« Il ne dément pas qu'il ait dit: « Je vous autorise à faire usage de cette déclaration. Elle ne contient pas ma façon de voir individuelle. Elle a été sanctionnée en Conseil de cabinet par une résolution formelle, au moment donné, et elle pourra être faite par nos diplomates. »

« Et cependant, si ce sont là les paroles que M. Lockroy voulait émettre, il pouvait le faire en deux mots, catégoriquement, sans artifices et sans faux-fuyants.

« Si ne les a pas démenties, c'est qu'il ne pouvait le faire. Et pourtant, se sont bien ces déclarations, qu'il ne dément pas, qui ont fait scandale dans la presse rouge.

Tous les mots de sa note publiée par l'Agence Havas sont justes. On veut faire entendre l'équivoque sans donner prétexte au correspondant du Lloyd de renouer dans le débat. Mais peut-être trouvera-t-il qu'il suffit que le lecteur superficiel puisse douter de sa bonne foi, pour qu'il ne se résigne pas à garder le silence.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

De nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIAL
Séance du vendredi 5 novembre
Présidence de M. FLOUROT, président
La séance est ouverte à 2 heures.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, modifié par le Sénat, relatif aux nominations à faire dans la Légion d'honneur parmi les militaires de l'armée territoriale. Le projet de loi est adopté.

LE BUDGET

L'ordre du jour appelle la discussion du budget de 1887.

Discours de M. d'Allières
M. d'Allières reprenant la suite de son discours, examine les ressources nouvelles que propose la commission du budget pour faire face au déficit de 56 millions prévu par elle.

oublie qu'elle a mis elle-même neuf mois pour accomplir le projet de budget incomplet dont la Chambre est saisie (Bruit divers).

« Que faut-il faire pour équilibrer le budget? Il faut faire des économies; il faut remanier bien des lois; il faut réaliser des réformes.

« Au lieu d'aggraver l'état de nos finances, on se contente d'attendre que la crise cesse, que les plus-values reviennent. On dit que la République n'est pas responsable de cet état de choses. La vérité est que la responsabilité de la crise revient à ceux qui ont exigé des dépenses et entrepris des travaux de toute nature qui ne répondaient pas aux besoins du pays.

« Il faut ajouter qu'un grand nombre de ces travaux n'étaient pas productifs. On a fait, dans des pays montagneux et sans trafic, des chemins de fer qui ont coûté 800,000 fr. le kilomètre. Cet argent aurait pu être plus utilement employé; mais la question électorale a trop souvent présidé à ces travaux. On disait alors que ces petites lignes nouvelles apporteraient le trafic aux grandes lignes. Mais n'a rien été. Elles ont enlevé du trafic aux grandes lignes et diminué les recettes.

« Enfin, le mal est fait. Il s'agit d'y porter remède, et cela n'est pas impossible. Il faut faire le bilan de notre situation et chercher les économies à réaliser. Le budget ordinaire s'est augmenté, depuis quelques années de 600 millions. Est-ce une augmentation normale? En 1875, les traitements étaient de 271 millions, en 1886 ils se montent à 402 millions. C'est qu'il a fallu placer les parents et les amis des membres de la majorité (Approbation). L'augmentation du nombre des emplois a eu pour conséquence l'augmentation des pensions civiles qui s'élevaient aujourd'hui à 55 millions au lieu de 29 en 1865.

« Cette augmentation tient en grande partie à ce qu'on remplace trop tôt des fonctionnaires encore valides pour pouvoir en nommer d'autres plus républicains. On admet à la retraite, sur des certificats parfois trop complaisants.

« Il y a de vieux serviteurs qu'on ne peut pas révoquer parce qu'il n'y a rien à leur reprocher; mais on les force à prendre leur retraite sept ou huit ans avant la limite d'âge. Il en résulte qu'on paye pendant de longues années deux traitements pour un emploi.

« On pourrait aussi réformer la caisse d'épargne, abaisser par exemple le maximum des dépôts, et éviter ainsi que des gens riches se fassent payer un intérêt élevé sur un fonds qui devrait être réservé à l'épargne du pauvre.

« D'autres économies seraient possibles sur les expéditions lointaines. Pour la Tunisie par exemple la commission du budget alloue 50 millions; mais elle ne fournit aucun détail sur cette dépense car elle n'a sans doute reçu elle-même aucune justification.

« Les chemins de fer de l'Etat représentent une perte annuelle d'au moins 16 millions et l'on n'arrive à ne pas dépasser ce chiffre qu'en faisant des dépenses énormes d'entretien sur le compte du premier établissement. L'allévation de ces chemins de fer serait une opération très avantageuse.

« Les bureaux de tabac pourraient être mis en adjudication.

« M. Marmonier dit que ce serait moyen de créer une nouvelle grande compagnie. (Bruit.)

« M. d'Allières ajoute que pour réaliser toutes ces réformes il faudrait commencer par respecter les lois. L'usage s'est introduit dans les administrations centrales d'allouer des indemnités sur l'importance quel que soit le personnel, et les commissions du budget se laissent prendre à cet argument.

« M. Wilson, rapporteur général, répond que la commission du budget a supprimé cet abus.

« M. d'Allières maintient que cet abus s'est perpétué jusqu'à ce jour; des indemnités pour travaux extraordinaires sont imputées chaque année sur des chapitres autres que celui du personnel.

« M. Burdeau déclare qu'il n'est pas d'ancienne origine; mais la République l'a fait disparaître peu à peu et il ne restera plus trace dans le budget de 1887.

« M. d'Allières signale aussi l'abus des logements concédés en violation de la loi. Avant de publier l'état de ces logements, ce faible frein n'a pas même été conservé.

« M. Andrieux répond que cela fait une économie sur les impressions.

« M. d'Allières s'empare de l'interruption pour faire remarquer qu'il faut les frais d'impression sont excessifs; au lieu d'avoir un bureau de statistique dans chaque ministère, on pourrait n'en avoir qu'un pour tous les ministères.